

Brochure n° 3004

**Convention collective nationale**

IDCC : 1408. – **NÉGOCE ET DISTRIBUTION  
DE COMBUSTIBLES SOLIDES, LIQUIDES,  
GAZEUX ET PRODUITS PÉTROLIERS**

**AVENANT DU 24 AVRIL 2009  
RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION**

NOR : *ASET0951142M*

IDCC : 1408

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application » de la convention collective du chapitre I<sup>er</sup> « Dispositions communes applicables à l'ensemble des salariés » est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La présente convention collective est applicable en France métropolitaine et dans les DOM à tous les salariés des entreprises de distribution en gros ou en détail de combustibles solides, liquides, gazeux et produits pétroliers relevant, à titre indicatif, des codes APE 46.71Z, 47.78B, 47.30Z et 35.22Z, à l'exclusion du personnel :

- des sociétés de raffinage, de celui de leurs activités directes de distribution et de fabrication de produits finis dérivés du pétrole relevant de la convention collective des industries du pétrole ;
- des entreprises relevant de la convention collective de l'exploitation d'équipements thermiques et de génie climatique ;
- des entreprises relevant de la convention collective des services de l'automobile (commerce et réparation de l'automobile, du cycle et du motorcycle, activités connexes, contrôle technique automobile, formation des conducteurs) ;
- des entreprises relevant de la convention collective des industries chimiques. »

## Article 2

Conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, le présent accord sera notifié par la délégation patronale à l'ensemble des organisations syndicales représentatives à l'issue de la signature.

La notification, qui sera effectuée par lettre recommandée avec avis de réception ou par remise d'un exemplaire de l'accord signé contre récépissé s'il a été signé en séance, déclenchera l'ouverture du délai d'exercice du droit d'opposition.

Conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le texte du présent accord sera déposé par la délégation patronale auprès des services du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de la branche.

Les parties signataires s'engagent, dans le cadre de l'article L. 2261-15 du code du travail, à effectuer les démarches nécessaires pour obtenir l'extension du présent accord.

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris, conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les dispositions du présent accord sont applicables à compter à compter de la date de sa signature et à l'issue des formalités légales de dépôt.

Fait à Paris, le 24 avril 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

FEGAZLIQ ;  
AIP ;  
FFPI ;  
FF3C.

### **Syndicats de salariés :**

CGT ;  
CGT-FO ;  
CFTC ;  
CFE-CGC ;  
FCE CFDT.